

Ghassan Salame, chercheur au CNRS

Moyen-Orient : l'Occident sera jugé sur ses choix

Le Télégramme de Brest - 2.3.91

Ghassan Salame, d'origine libanaise, est directeur de recherche au CNRS. Il s'explique dans l'entretien qu'il nous a accordé, sur les perspectives de l'après-guerre, concernant notamment la création d'un nouvel ordre régional au Moyen-Orient.

Question : Une présence américaine permanente dans la région vous paraît-elle possible et sous quelle forme ?

Réponse : Cette présence a connu son paroxysme depuis le 4 août 1990 mais c'est un mouvement ancien en dépit de l'énorme dispositif terrestre déployé depuis sept mois qui va pour l'essentiel être rapatrié. Ce principe d'une présence durable est non seulement acquis mais constitue une continuité parallèle à l'affaiblissement de l'influence britannique. On peut imaginer que la présence navale soit renforcée, ainsi que la présence aérienne. Pour les troupes terrestres, elle prendra vraisemblablement des formes différentes. Exemple : des groupes d'instructeurs auprès des armées koweïti et saoudienne, ainsi que des techniciens chargés de faire fonctionner des systèmes d'alarme et de reconnaissance, à l'image des cinq AWACS livrés à Ryad et qui sont toujours sous contrôle des militaires américains.

Q. — La question palestinienne a-t-elle plus de chances aujourd'hui d'être prise en compte qu'avant la crise du Golfe ?

R. — Les Américains ont démontré qu'ils étaient disposés à se battre pour leurs alliés dans la région et plus particulièrement pour Israël, comme l'a montré la livraison des missiles Patriot. Ce faisant, les Américains prouvent qu'ils compteront désormais moins sur leur allié traditionnel, d'où une révision à la baisse de l'atout stratégique israélien. Cette évolution donnera aux États-Unis des

moyens de pression sur Israël à propos de la question palestinienne. Car il y a une conscience assez nette aux États-Unis de la nécessité de bouger sur ce terrain, sans aller aussi loin que le souhaite la diplomatie française. En conséquence, les États-Unis vont devoir gérer des conflits d'intérêt régional, comme cela a été le cas avec la Grèce et la Turquie à propos de Chypre.

Q. — L'occupation syrienne au Liban a-t-elle une chance de prendre fin ?

R. — La Syrie est un allié qui a été politiquement très utile aux États-Unis. Sa participation à la coalition était plus importante que la présence de l'Égypte, déjà acquise aux thèses américaines. Le problème, c'est que les dirigeants libanais, issus des accords de Taëf, et qui incarnent la continuité légale du pays, n'ont pas les moyens politiques de tirer profit de ce nouvel état d'esprit. En effet, ils restent très dépendants de Damas à qui ils doivent leur nomination.

Q. — Un système de contrôle des armements de type européen est-il transposable au Moyen-Orient ?

R. — Il faut absolument aller dans ce sens, car la prolifération des systèmes non conventionnels et balistiques au Moyen-Orient demeure très dangereuse. Il serait préjudiciable de faire l'économie de ce problème en accablant Saddam Hussein. L'Irak n'était certainement pas le pays le plus avancé dans le domaine nucléaire : Is-

raël, le Pakistan, et dans une moindre mesure l'Iran ou l'Égypte, cheminent sur cette voie. Tout comme Israël, la Syrie et l'Égypte ont des capacités chimiques et bactériologiques. Par ailleurs, les Chinois ont vendu des missiles à l'Arabie Saoudite, d'une portée de 4.000 km. Au total, l'Irak n'est qu'un acteur parmi d'autres, qui n'aurait pas été aussi loin dans sa militarisation, si ses voisins n'avaient pas été aussi avancés dans ce domaine.

Q. — Une meilleure répartition de la ressource pétrolière est souhaitable. Mais n'est-ce pas un peu idyllique ?

R. — C'est un thème très mobilisateur. Les riches pays du Golfe suscitent la jalousie, voire la haine, de leurs voisins plus pauvres et plus peuplés. Si ces derniers ont été facilement mobilisés par Saddam Hussein, c'est parce que le terrain était prêt. Or l'aide au développement des pays du Golfe est restée infime, comparée à l'argent donné à l'OLP, la Syrie, la Jordanie ou l'Égypte, pour fortifier leur armée. D'où la nécessité de revoir la finalité de cette aide.

Q. — Partagez-vous l'analyse des responsables français selon lesquels la fracture n'est pas irrémédiable avec le monde arabe et se comblera avec le temps ?

R. — Dès le départ, j'ai dit qu'il n'y aurait pas de grandes explosions populaires. Je ne suis pas fataliste. La question fondamentale concerne les politiques qui vont être désormais suivies par les gouvernements occidentaux. Ces politiques qui concernent les thèmes évoqués précédemment (l'affaire palestinienne, la prolifération des armes, la distribution des richesses) légitimeront l'attitude de l'Occident à posteriori ou exacerberont les frustrations, selon les choix qui seront faits.

Interview
par Hubert COUDURIER